

LETTRE du GROUPE James COMBIER de la LIBRE PENSÉE de SAUMUR

James COMBIER – 1842 – 1917 – Libre-penseur et maire de Saumur

5 septembre 2016 – N° 130 Pour nous contacter : Pucelle Isabelle - 68, rue Pierre et Marie Curie – 49730 SAUMUR
• 06 21 06 38 43

- Isabelle Pucelle <isabelle.pucelle@orange.fr>
- www.lalibrepensee.com

SOMMAIRE :

- P 1 = - Édito.
- P 1 - 2 = - Intervention au congrès de Valence.
- P 3 - 4 - 5 - 6 = - Mise au point de Christian Eyschen.
- Calendrier.

EDITO :

Alors qu'appels à la haine et à la peur, démonstrations pseudo-identitaires et polémiques lamentables remplissent écrans et radios pour museler la pensée libre, des groupes comme le nôtre ont plus que jamais leur place. En préambule à cette lettre du Groupe Combiere, je vous rappelle donc notre réunion de rentrée du jeudi 15 septembre à l'espace Jean Rostand à 20h 30. Nous y échangerons sur nos projets pour 2016/2017 et l'actualité et... terminerons par un verre de l'amitié.



INTERVENTION au CONGRÈS de VALENCE

Par G. Douspis

Chers amis, chers camarades,

Recevez le salut fraternel des adhérents du Groupe Combiere de la Libre Pensée de Saumur, membre de la Fédération du Maine-et-Loire qui œuvre sous la direction de notre camarade Michel Godicheau.

Cela dit, je désirerais soumettre aux feux de votre réflexion critique quelques remarques que m'a inspirées le projet de résolution générale qui dans son paragraphe 5 : « **La Laïcité est aussi au cœur des conflits et de la résistance.** » rappelle fort justement un événement historique très riche d'enseignements bien qu'il ait eu lieu il y a quelque 16 siècles. « *Il s'agit pour l'Église catholique de tenter de refaire le coup du IVe siècle quand elle proposait ses services à l'Empire romain déclinant, en échange d'une place au soleil.* »

Cela est fort juste et c'est ainsi que le passé souvent éclaire le présent. En même temps, la même Église envoyait ses représentants au-delà des marches de l'Empire nouer des liens avec les barbares dont elle pressentait qu'ils étaient le futur de l'Occident.

Aujourd'hui existe une situation qui possède bien des traits communs avec celle que nous venons d'évoquer.

Et, il faut vraiment être stupide et réactionnaire comme seuls savent l'être certains intellectuels asservis à un régime pour croire à la fin de l'Histoire, au crépuscule de la lutte des classes et à la mort du marxisme.

Curieusement et par des voies diamétralement opposées, Michel Onfray immense philosophe et pourfendeur de tout ce qui ressemble à la lutte des classes, et deux grands personnages de la sphère politique, en apportent confirmation ; Lui, à son corps défendant, dénonçant « les robespierristes » de notre temps qu'il peine d'ailleurs à distinguer dans la masse de ceux qui conspuent ce pouvoir, eux en n'hésitant pas à faire appel aux mânes de Engels, Marx ou Lénine. Jugez plutôt :

Citations : « *il s'est formé la classe des ouvriers de l'industrie et ce que l'on appelle le «prolétariat industriel* », dont les terribles conditions de vie ont été illustrées de manière bouleversante

par **Friedrich Engels**, en 1845. Pour le lecteur, il devait être clair que cela ne pouvait pas continuer; un changement était nécessaire. [...]. Après la révolution bourgeoise de 1789, l'heure d'une nouvelle révolution avait sonné, la révolution prolétarienne: le progrès ne pouvait pas simplement avancer de manière linéaire, à petits pas. Il fallait un saut révolutionnaire. **Karl Marx** recueillit cette aspiration du moment et, **avec un langage et une pensée vigoureux**, il chercha à lancer ce grand pas nouveau et, comme il le considérait, définitif de l'histoire vers le salut [...] La critique du ciel se transforme en une critique de la terre, la critique de la théologie en une critique de la politique. Le progrès vers le mieux, [...], ne provient pas simplement de la science, mais de la politique – **d'une politique pensée scientifiquement, qui sait reconnaître la structure de l'histoire et de la société, et qui indique ainsi la voie vers la révolution**, vers le changement de toutes les choses. **Avec précision, [...], Marx a décrit la situation de son temps et il a illustré avec une grande capacité d'analyse les voies qui ouvrent à la révolution – non seulement théoriquement: avec le parti communiste, né du manifeste communiste de 1848, il l'a aussi lancée concrètement. Sa promesse, grâce à la précision des analyses et aux indications claires des instruments pour le changement radical, a fasciné et fascine encore toujours de nouveau. La révolution s'est aussi vérifiée de manière plus radicale en Russie.»**

Qu'on se rassure la deuxième citation est beaucoup plus courte :

« les différentes formes d'agression et de guerre trouveront un terrain fertile qui tôt ou tard provoquera **l'explosion.**»

« Nous sommes **loin** de ce qu'on appelle la **“fin de l'histoire”** » prévient l'auteur qui prend ses distances par rapport aux thèses des ultra-libéraux Fukuyama et Nolte.

Parce que vous avez de saines lectures, vous avez tous reconnu les auteurs de ces deux citations. Oui, il s'agit bien de Joseph Ratzinger pour la première et de Jorge Bergoglio pour la seconde.

Eux, collaborateurs actuellement peu empressés, mais obéissants, d'un régime qu'ils savent en perte, aident le Capital à passer la hache au col de la classe ouvrière, lui, à petit moyens petit métier, il graisse la corde !

Eux, en même temps, parce qu'ils sont les têtes pensantes d'une Église bi-millénaire qui a toujours deux fers au feu, cherchent les voies et les moyens de pérenniser leur institution, n'hésitant pas, dans ce but, à faire, dès à présent, des offres de service à ceux-là seuls qu'ils savent prêts à organiser demain le bouleversement social qui mettra fin au régime condamné de la propriété privée des moyens de production.

Lui, petite main du crime, incapable d'une quelconque vision d'avenir, pourchasse le robespierriste qu'il croit voir grouiller partout autour de lui. Il n'a d'ailleurs pas complètement tort !

C'est un partage des tâches fort judicieux.

À eux la stratégie, à lui la sale petite besogne des hommes de main.

Ainsi, ce qui véritablement important ce n'est pas tant que l'Église ait deux fers au feu, mais c'est surtout le pourquoi et la nature du deuxième fer !

- **Le pourquoi** : la situation est grosse d'une révolution. Ce sont eux qui le disent !

- **La nature** : seuls les descendants de Marx, Engels et Lénine sont à même de proposer une alternative. Ce sont encore eux qui parlent !

Et, ils sont des experts qui possèdent, pour leur information, une multitude d'antennes au sein des peuples à l'échelle mondiale.

Nous devons, je crois, méditer la leçon, d'autant que, déjà, certains qui se veulent, sinon marxistes, du moins marxisants, expliquent qu'il ne faut pas mener le combat contre les religions. Se trouvera-t-il bientôt des gens pour aller plus loin et proposer de saisir la main tendue par le Vatican ? La question ne tardera sans doute guère à se poser !

Vive la Sociale ! Vive la LP !



Dans le cadre de la discussion générale, certains camarades ayant assez durement critiqué les positions de la CAN (Commission administrative nationale), notre secrétaire national adjoint C. Eyschen a tenu à répondre point par point aux critiques formulées.

Réponse de Christian Eyschen suite à la discussion générale

Chers camarades,

Je vais répondre sur quatre points dont je suis maître d'œuvre et acteur.

1°)- Lors du débat sur la question du Groupe Fernand Pelloutier et la Libre Pensée 78, la conclusion du rapport de la Commission Nationale de Conciliation se termine par une formule qui est la formule habituelle dans tous ces cas : « On espère qu'à terme, les dissensions, qui motivent l'existence de plusieurs groupes dans un même département, réussiront à trouver leur solution ». Nous nous félicitons que dans la Côte d'Or les difficultés et tensions, au fil du temps, aient été résorbées et aient permis cette issue positive de fusion.

Souvent dans notre histoire les problèmes se sont réglés autrement. Quand il y avait deux structures de la Libre Pensée de la Fédération nationale dans un même département, à terme il y en a une qui disparaissait ou nous quittait, donc la structure restante obtenait le statut de Fédération départementale. Nous allons donc examiner toutes les situations de ce niveau et de ce type pour voir s'il est possible de favoriser des initiatives de rapprochements, de discussions, dans des départements où il existe plusieurs structures. Il n'y a pas vocation, dans notre histoire, à ce qu'il y ait, dans un département, plusieurs structures affiliées à la Fédération Nationale.

2°)- Le deuxième point concerne directement La Raison. J'ai entendu avec intérêt ce que disait le camarade de la LP 56. Quand on nous dit que dans La Raison, il manque tel ou tel article, que l'on pourrait faire des articles de telle ou telle manière, nous avons toujours la même réponse qui est la logique même : « Tu n'as qu'à l'écrire ! ». Si quelque chose ne vous plaît pas, vous écrivez et vous envoyez à La Raison. Peut-être que le Comité de Rédaction acceptera, peut-être qu'il n'acceptera pas, mais, en tout état de cause, nous ne sommes pas des salariés payés par la FNLP, nous ne sommes pas des permanents, nous sommes des militants bénévoles qui essaient de faire le mieux possible. Si un camarade trouve qu'il manque quelque chose dans La Raison, il prend sa plume et il l'écrit. Je rappelle et je rappellerai toujours cette formule : La Raison n'est pas l'organe central du Comité central du Parti Communiste Nord-Coréen !

C'est le journal des groupements, c'est le journal de la Libre Pensée et c'est le journal géré par la Libre Pensée dans sa diversité. Ecrivez camarades ! Si, à un moment donné, on a tellement d'articles qu'il faut choisir, eh bien, on choisira !

3°)- Deux problèmes qui sont liés à la fois à ce qui a été publié dans La Raison et à l'activité générale de la Fédération nationale : la question de l'état d'urgence, les péripéties autour des initiatives contre l'état d'urgence et l'autre point autour du meeting Japy, de la loi Peillon, etc.

Nous avons fait un choix au moment de la proclamation de l'état d'urgence, choix que tout le monde peut parfaitement comprendre, c'est de travailler avec les associations avec lesquelles nous travaillons régulièrement. On nous fait ce procès : « Il n'aurait pas fallu ». La belle affaire. On travaille avec la Ligue de l'Enseignement, avec la Ligue des Droits de l'Homme, avec l'Union Rationaliste, avec plein d'associations. Quand la LDH, qui est quand même au cœur de la défense des libertés

démocratiques dans ce pays depuis l'affaire Dreyfus (une paille !), nous a proposé de signer le texte « Nous ne céderons pas ! », eh bien, on a décidé que l'on travaillerait avec la LDH ! C'est notre choix.

Après on nous dit : « oui, mais il y avait l'appel des 333 », il y a ceci, il y a cela, il y a tellement de formulations ! L'appel que nous avons signé avec une centaine d'organisations et contresigné par des dizaines de milliers de signataires, « Nous ne céderons pas ! », a été rendu public le 28 novembre 2015. L'appel des 333 pour la levée de l'état d'urgence : le 3 décembre 2015. Ces faits sont indiscutables et vérifiables par tous.

On nous dit que dans l'appel « Nous ne céderons pas ! » il y a des formules qui sont discutables. C'est cette formule qui revient à satiété : « Il nous paraît essentiel de rappeler que rien ne doit nous faire sortir de l'Etat de droit et nous priver de nos libertés. L'état d'urgence ne peut devenir un état permanent et les conditions de sa mise en œuvre ne sauraient entraver la démocratie sociale, l'exercice de la citoyenneté et le débat public. » La belle affaire encore ! Comme il est indiqué que cela ne peut pas devenir un état permanent, donc on se prononce pour que ce soit un état temporaire ! Et avec cela, et une bonne dose de mauvaise foi, on fait monter la mayonnaise !

Il se trouve, quand même, que cette centaine d'organisations, à l'initiative de la LDH, sortait le 17 décembre 2015 un deuxième texte qui s'appelait « Sortir de l'état d'urgence ». Je trouve que cela limite grandement la critique et la remarque pernicieuse, car où est vraiment la différence entre « sortir de l'état d'urgence » et « levée de l'état d'urgence » ?

Avec la même mauvaise foi de nos détracteurs, avec la même casuistique jésuitique, avec les mêmes arguments fallacieux, je pourrai dire que pour lever quelque chose, faut-il encore que ce quelque chose existe, donc qu'on est pour que cela existe, qu'on accepte que cela existe. J'observe que dans l'appel dit des 333, il n'y a jamais la condamnation intrinsèque de ce qu'est l'état d'urgence. Mauvaise foi contre mauvaise foi, en quelque sorte.

Par ailleurs, je me suis interrogé sur la symbolique du 333. Je n'ai trouvé que la référence à « 666, la Bête » dans l'Apocalypse de Saint-Jean. C'est donc une demi-bête, cela ne doit pas être si grave que cela. Voici ce qui arrive quand on quitte les rivages du symbolisme talmudique pour errer sur celui du Nouveau-Testament.

Nous, nous n'avons pas décidé de signer un texte de personnalités, parce que ce n'est pas notre démarche. Ces personnalités ne représentent qu'elles-mêmes et encore ! Nous avons préféré une démarche d'organisations, ce qui est d'une autre portée.

Y a-t-il ici des camarades qui ont l'expérience de discuter avec une centaine d'organisations nationales pour aboutir à un texte ? Vous savez ce que c'est comme discussion ? C'est quasiment mission impossible ! Alors à un moment donné, quand il y a un texte, on fait la balance et on voit ce qui l'emporte entre le mauvais et le bon. Nous trouvions à la CAN que l'appel « Nous ne céderons pas ! » et ensuite « Sortir de l'état d'urgence » permettait de faire avancer les choses. Remarquez aussi la continuité de notre action avec la LDH qui continue encore, alors que l'appel des 333 n'a été qu'un coup médiatique qui n'a duré guère longtemps. Emporté par le vent social...

David Gozlan l'a dit, et il a parfaitement raison, le meeting du 5 décembre a été la première manifestation de refus de l'état d'urgence ! Et qu'est ce qui a cassé l'état d'urgence dans ce pays ? C'est la mobilisation syndicale et sociale qui a déferlé pendant plus de quatre mois. Le mouvement ouvrier a brisé l'état d'urgence ! C'est cela la réalité de la lutte contre l'état d'urgence. Le reste du débat est de l'enfumage et de la diversion !

4°)- Sur le meeting du 5 décembre. Là aussi, camarades, commençons par la fin : c'est de la diversion, de la mauvaise foi, de la malhonnêteté ! Je rappelle une chose : nous avons décidé au congrès de Creil de faire une manifestation sur trois mots d'ordre, de décliner ce que cela voulait dire « 110ème

anniversaire de la loi de 1905 de Séparation des Eglises et de l'Etat ». Les trois mots d'ordre étaient : défense et promotion de la loi de 1905, pas de financement public des cultes, abrogation de la loi Debré.

Sur ce mandat et ces mots d'ordre, nous avons organisé la rencontre avec les autres associations laïques. Ce qui a abouti aux appels à la manifestation du 5 décembre, puis du fait de l'état d'urgence et d'une situation compliquée, au meeting du 5 décembre. Je le dis et je le répète, toutes les associations qui ont participé au meeting du 5 décembre, ont scrupuleusement respecté les trois mots d'ordre.

Au mois de novembre (avant les attentats et l'état d'urgence), David et moi avons participé à la réunion de la Commission nationale Laïcité de la Ligue de l'Enseignement. A l'ordre du jour de cette commission : confirmation d'appel à la manifestation du 5 décembre par la Ligue de l'Enseignement. Au cours de la discussion, Louis Astre, un vieux cheval de retour, parti de rien pour arriver à pas grand-chose, est intervenu pour soulever une question : « Comment peut-on manifester ensemble quand on est idéologiquement en désaccord ? », après avoir dit que le mot d'ordre « Abrogation de la loi Debré » était archaïque.

Je l'ai soigné dans ma réponse ! J'ai commencé par dire : « Où est le désaccord, où est l'accord entre la Ligue de l'enseignement et la Libre Pensée ? La Ligue de l'Enseignement se réfère toujours au Serment de Vincennes. Elle se réfère toujours à la pétition des 11 millions et demi de citoyens qui ont signé pour l'abrogation de la loi Debré. Sa position n'est donc pas d'être contre l'abrogation de la loi Debré et la Libre Pensée pour. Tout le monde est pour l'abrogation de la loi Debré ». Le désaccord est que la Ligue de l'Enseignement considère qu'il faut d'abord redonner du lustre à l'Enseignement public pour, après, poser le problème du financement public de l'enseignement privé. La position de la Libre Pensée est exactement inverse. On ne peut pas poser le problème de la défense de l'Enseignement public, de restaurer l'Ecole publique, sans poser au préalable la question des 10 milliards chaque année, la question du détournement des fonds publics pour l'enseignement privé. Le désaccord, il est là. Il n'est pas sur abrogation ou pas de la loi Debré. Tous les dirigeants de la Ligue de l'Enseignement ont dit que c'était effectivement là qu'il y avait un désaccord.

Par ailleurs, si l'on doit manifester qu'avec des gens avec qui on est en accord idéologiquement, alors on ne manifeste qu'avec nous-mêmes ! C'est bien parce qu'il y a des désaccords idéologiques et politiques que se pose le problème de l'unité. Si tout le monde était d'accord, la question de l'unité ne se poserait pas.

Dans le cadre du meeting du 5 décembre, sur la base d'un accord unitaire, les associations ont dit pourquoi elles étaient d'accord avec cela, et effectivement, au passage, elles peuvent se faire un peu de pub en donnant leur position sur d'autres aspects. Il n'y a rien là que de très normal dans le cadre de l'unité, c'est la loi du genre !

Après on s'adresse à moi en disant « Pourquoi, Monsieur Eyschen n'a pas répondu à la Ligue de l'Enseignement ? ». Je n'ai pas à répondre à la Ligue de l'Enseignement. Qui suis-je pour cela dans un meeting unitaire ? Ce n'était pas un meeting de la seule Libre Pensée, c'était un meeting unitaire d'associations. On a d'ailleurs eu le droit à un bon procès de la Fédération de la Seine-et-Marne. A la CAN, on est taquin. David a écrit au nom du Bureau Exécutif à la Fédération de Seine-et-Marne pour lui dire que nous travaillons avec la Ligue de l'Enseignement, que nous échangeons des informations, nous demandons à travailler avec eux dans tel ou tel département et vice-versa. Nous allons donc dire à la Ligue de l'Enseignement qu'en Seine-et-Marne, la Ligue de l'Enseignement n'a pas besoin de contacter la Fédération de la Libre Pensée, car ils sont contre elle ! Laurent Tribouillard nous a répondu que, bien sûr, il ne s'agit pas de convaincre la Ligue de l'Enseignement, que comme elle est pour la loi Peillon, il ne sert à rien de discuter avec elle. Dès lors, s'il ne sert à rien de convaincre la Ligue de l'Enseignement, pourquoi lui répondre dans un meeting ?

Je me suis posé la question de cette offensive et de cette critique. Après quelques recherches sur internet, je me suis aperçu qu'un certain nombre de gens qui nous disaient cela, faisait circuler un texte :

« Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit ». J'ai vu les premiers signataires. J'ai lu ce texte et j'ai compris ! Ce n'est pas la Ligue de l'Enseignement, le problème, c'est tout à fait autre chose. « Reconquête d'une école qui instruit » qui peut être contre ? Alors on lit.

Comme d'habitude, et c'est bien normal dans un tel texte, il y a un constat, celui de la destruction de l'Enseignement public. Dans ce texte, la destruction de l'Enseignement public, c'est entre autre, et pour une bonne partie, je cite, « la suppression des classes bilingues, des options latin ou de langues régionales ». C'est-à-dire que ces gens-là, qui nous font des reproches, mettent sur le même plan la disparition du latin qui est un élément de civilisation et de culture, avec la disparition des langues régionales qui sont des résidus de culture. Je pense que les signataires de ce texte doivent être ravis de ce qu'ont fait Jean-Yves Le Drian et Maryvonne Le Branchu, qui ont fait voter une modification de la loi Carle : les communes qui n'ont pas d'école de langue régionale doivent maintenant financer les élèves qui pratiquent ces langues régionales.

Pas une fois dans ce texte, il n'est cité la loi Debré, pas une fois il n'est mentionné la question des 10 milliards de fonds publics détournés chaque année et on nous dit : on va sauver l'Ecole publique sans poser le problème de la loi Debré ?

Mais au final, cette position on la connaît : c'est celle de la Ligue de l'Enseignement ! On veut sauver l'Ecole publique sans poser le problème du financement public de l'école privée ! Alors pourquoi critiquent-ils tant la Ligue de l'Enseignement à propos du 5 décembre, alors qu'ils ont la même position qu'elle ?

Dernière chose. J'ai entendu certains camarades répéter sur l'air desampions : « loi Peillon, loi Vallaud-Belkacem, etc. Il faut que la Fédération Nationale de la Libre Pensée décide d'une grande campagne contre ces lois ». Cela sera en discussion dans la commission « Laïcité » et en plénière. Ce n'est pas une ficelle, c'est un câble.

Je vois d'ici l'argument disant que comme la Libre Pensée mène une campagne centrale contre la loi Debré, elle devrait faire la même chose avec les lois Peillon et Vallaud-Belkacem. Mais ce n'est pas la loi Debré qui fonde la Libre Pensée dans son action. Ce qui nous fonde, c'est le Serment de Vincennes ! C'est la revendication « Fonds publics à l'Ecole publique, fonds privés à l'école privée » qui nous motive ! C'est cela, le fondement constitutif du mouvement laïque dans ce pays. Et la Libre Pensée est dans le mouvement laïque.

Vouloir que la Libre Pensée fasse une grande campagne centrale sur la loi Peillon et la Réforme du collège, c'est vouloir qu'elle dicte ses volontés aux syndicats enseignants, c'est l'opposer aux organisations enseignantes. J'observe aussi que dans ce « Manifeste » il y a un véritable mensonge par omission : celui, au détour d'une formulation jésuitique, qui sous-entend que tous les syndicats enseignants participent à cette réforme. Or, deux syndicats confédérés : la FNEC FP FO et la FERC-CGT ont refusé et ont été le fer de lance de la mobilisation qui a conduit à ce que 80% des organisations syndicales enseignantes se soient opposées à cette réforme et que cette réforme est en échec aujourd'hui.

Je comprends mieux le reproche qui est fait à la FNLP de « suivre deux confédérations syndicales ». La classe ouvrière se dresse unie contre le corporatisme, c'est cela qui gêne sans doute.

Je vous remercie

.....

APPEL AUX BELLES PLUMES

Pour ce qui est du Groupe Combier, nous venons d'entrer dans une ère nouvelle, puisque la dernière assemblée générale a décidé de confier les rênes du pouvoir à une nouvelle équipe. Sous la houlette (ou la fêrule ?) de trois gentes dames, la présidente **Isabelle Pucelle**, la trésorière **Paulette Mirailles** et la secrétaire **Blandine Rosier-Gaillard**, nous œuvrerons avec ferveur à la défense et illustration du Groupe Combier ainsi qu'à son développement. C'est pourquoi nous lançons un appel aux fines plumes du groupe ainsi qu'à nos sympathisants afin que des textes soient produits, comme ceux de notre ami J.P. Baron, qui contribueront à l'enrichissement de notre patrimoine commun, à notre savoir personnel et surtout à l'expansion de notre organisation qui travaille jour après jour à la défense de la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État, à la défense de la liberté de penser, de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat et à l'émancipation de l'homme dans la mesure de ses faibles moyens.

Femmes de lettres et hommes de plume en puissance, faites-vous connaître et rejoignez le clan des rédacteurs de la lettre du Groupe Combier.

À bientôt !



Calendrier

- Jeudi 15 septembre – Réunion de rentrée – Compte rendu du congrès. 20h 30 salle Jean Rostand – Verre de l'amitié.
- Mardi 20 septembre — Journée internationale des Libres penseurs.
- Vendredi 14 octobre — Conférence à Saumur : Islam et laïcité, par Dominique Goussot.
- 22 octobre — Conférence sur l'Abbé Grégoire – La Maraîchère à Trélazé.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Site LP Saumur : "lalibrepensee.com". A consulter régulièrement et à indiquer à nos interlocuteurs.

- Comment adhérer à la Libre Pensée ?

Bulletin d'adhésion

- Nom :
- Prénom :
- Adresse : Rue :
Code postal :
Ville :

A renvoyer à : I. Pucelle - 68, rue Pierre et Marie Curie – 49730 SAUMUR